

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL – N° D20120723-01
SÉANCE DU 23 JUILLET 2012

Nombre de conseillers
en exercice :19

Présents :12

Votants :12

L'an deux mille douze, le vingt trois juillet, à vingt heures,

Le Conseil Municipal de la Commune de BEAUJEU, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie en session ordinaire, à la majorité de ses membres en exercice, sous la présidence de M. SOTTON Sylvain, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 juillet 2012

Secrétaire de séance : Mme BLETON Annie

Présents : M. SOTTON Sylvain, Mme BLETON Annie, M. RIBOT Claude, M. PERRIER Alfred, M. BAUDET Frédéric, Mme CARETTE Dominique, M. CARRETTE Alain, M. DESCHAMPS Olivier, M. DUBOST Patrick, Mme GOUJON Michèle, Mme LEROUGE Micheline, M. PONCHON Marc.

Excusés ou absents : Mme BRENDLER Gaëtane, M. DUMONT Franck, M. DUCRUIX Pascal, Mme GUILLERMIN Catherine, Mme PASCAL Danielle, Mme ROCH Maryline, Mme SÉON Nadine.

Objet :

MISE EN RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ET TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les dispositions de la loi du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ainsi que celles des articles R 123-15 à R 123-25 du Code de l'Urbanisme, transfèrent aux communes les compétences en matière d'urbanisme.

Le Maire informe que le Plan d'Occupation des Sols (POS) communal approuvé le 20 octobre 1986, révisé le 6 mars 2001, modifié le 13 juillet 2007, nécessite une mise en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Beaujolais, le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes de la Région de Beaujeu et les dernières évolutions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme, notamment la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) et les lois "Grenelle". Le Maire propose par conséquent de décider la révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), de définir les objectifs poursuivis et de fixer les modalités de la concertation durant l'élaboration du projet de PLU, en vertu des articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'Urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

1/ de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS), et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles L 123-1 et suivants, L 300-2, R 123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, avec pour objectifs de :

- Mettre en compatibilité le document d'urbanisme de la Commune avec :
 - les directives du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Beaujolais, dont les objectifs de construction de logements ont été fixés au niveau de polarité 3 pour la Commune de BEAUJEU.
 - les orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes de la Région de Beaujeu
 - les dispositions actuelles du Code de l'Urbanisme
 - les enjeux de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi "Grenelle II"
- Prendre en compte les enjeux du territoire, notamment :
 - le renforcement du rôle de bourg-centre du bassin de vie, en termes d'équipements et de services.
 - la préservation et le développement des activités commerciales, artisanales, touristiques, culturelles et sportives.
 - le renouvellement urbain, avec un objectif de mixité sociale, de densification et de diversification de la typologie de l'habitat
 - la valorisation du centre ancien en liaison avec le cours d'eau de l'Ardières
 - la préservation du patrimoine
 - la préservation de l'espace agricole
 - la gestion économe de l'espace

2/ de nommer une commission municipale chargée du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme, composée comme suit :

- Président : M. Sylvain SOTTON, Maire
- Vice-Présidente : Mme Annie BLETON, Première Adjointe
- Membres : M. Claude RIBOT, 2^{ème} Adjoint, M. Patrick DUBOST, Conseiller Municipal, Mme Danielle PASCAL, Conseillère Municipale, M. Marc PONCHON, Conseiller Municipal, Mme Maryline ROCH, Conseillère Municipale.

3/ de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-10, R 123-16 du Code de l'Urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

4/ de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'Urbanisme de la façon suivante :

- Diffusion d'informations, sur le panneau d'affichage de la Mairie et sur le site Internet de la Commune, au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.
- Tenue d'au moins deux réunions publiques d'information et d'échange, dont :
 - une première réunion sur la procédure, le diagnostic et les enjeux,
 - une réunion de présentation du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), avant débat au Conseil Municipal,annoncées sur le panneau d'affichage de la Mairie, sur le site Internet de la Commune et par voie de presse locale.
- Ouverture d'un registre destiné à recueillir les observations du public, mis à disposition en Mairie aux horaires d'ouverture, à compter du 1^{er} septembre 2012 jusqu'à l'arrêt du projet de PLU.

5/ d'autoriser le Maire à signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'État ;

6/ de solliciter de l'État une dotation pour compenser la charge financière de la Commune correspondant aux frais matériels et aux frais d'études liés à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

7/ d'engager les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du Plan Local d'Urbanisme, qui seront inscrits en section d'investissement du budget (article 202, chapitre 20).

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées visées aux articles L 121-4 et L 123-6 du Code de l'Urbanisme, dont en particulier :

- le Préfet ;
- les présidents du Conseil Régional Rhône-Alpes et du Conseil Général du Rhône ;
- les présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, de la Chambre d'Agriculture du Rhône ;
- le président du Syndicat Mixte du Beaujolais, gestionnaire du SCOT Beaujolais ;
- l'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO)
- le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)
- les maires des communes limitrophes : LES ARDILLATS, AVENAS, LANTIGNIÉ, MARCHAMPT, QUINCIÉ-EN-BEAUJOLAIS, SAINT-DIDIER-SUR-BEAUJEU ;
- les établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, dont :
 - Communauté de Communes de la Région de BEAUJEU
 - Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Ardières (SIEVA)
 - Syndicat Mixte des Rivières du Beaujolais (SMRB)

Conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal "LE PROGRÈS" diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Acte certifié exécutoire :

- Transmis au contrôle de légalité
le 30 juillet 2012 – Code ACTES 2.1.2.
- Publié par affichage
le 30 juillet 2012

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,
Sylvain SOTTON

